



Évolutions du parc de bâtiments de production de volailles de chair

Résultats de l'année 2015

Résumé

Après avoir fortement réduit entre 2003 à 2009, le parc français de bâtiments d'élevage de volailles de chair récupère depuis 2011 une partie des surfaces perdues, avec toutefois une année de stabilité en 2014 provoquée par une vague de disparitions importantes. En 2015, même si le taux de construction repasse –pour la première fois en 5 ans - nettement en dessous de la barre des 2,0%, l'évolution nette est positive (+0,4%) car les disparitions sont elles aussi en baisse notable.

Au niveau national, la bonne santé retrouvée depuis 2011 est à imputer d'abord au parc Label Rouge et bio, dont la croissance nette est confirmée à 1,6% en 2015, et de manière plus timide au parc standard et certifié, qui après avoir connu trois bonnes années en 2011, 2012, et 2013 a marqué le pas en 2014 avec une légère contraction avant de repasser en évolution positive en 2015 (+0,4%). A l'inverse le parc canard à rôti n'a jamais renoué avec la croissance et cela est particulièrement marqué en 2015 avec un taux net de -3,1%. Ces grands constats nationaux ne se retrouvent pas toujours dans les régions, qui ont chacune leur dynamique propre.

Introduction

Le début des années 2000 a vu un fort ralentissement des constructions de bâtiments avicoles accompagné d'une augmentation des destructions, conséquemment au plafonnement de la production survenu à la fin des années 1990. A partir de 2006, cette tendance s'est inversée et les constructions sont reparties à la hausse. Elles sont établies depuis 4 ans aux alentours de 2,0 %, alors qu'elles n'étaient que de 0,3 % en 2005 et 2006. Le renouvellement a été plus faible en 2015, avec moins de destructions et de construction que les deux années précédentes, mais le bilan est positif et le parc continue de croître.

1. Les surfaces du parc volaille de chair augmentent en 2015, du fait d'un taux de disparition plus faible

Après trois années de progression nette des surfaces en 2011, 2012 et 2013, le bilan des constructions et destructions était redevenu nul en 2014 (taux net de +0,04 %) – voir figure 1. En 2015 l'évolution nette repart à la hausse et le parc total s'agrandit à nouveau. Cela est dû à un niveau de construction qui est resté bon, avec 1,8 % (en retrait toutefois par rapport à 2014 avec 2,2 %), mais surtout à une nette diminution des surfaces détruites (1,4 % en 2015 contre un niveau relativement haut, de 2,1 %, en 2014).

La contraction importante de surface en 2014 concernait surtout le parc standard et certifié avec 2,6 % des mètres carrés détruits contre seulement 1,9 % des mètres carrés construits (aboutissant à un taux net sur ce parc de - 0,6 %). Il semble que la dynamique de 2014 était conjoncturelle puisqu'en 2015 les disparitions sur le parc standard et certifié ne sont que de 1,3 %, inférieures aux constructions (1,4 % - en baisse tout de même par rapport à 2014 donc un renouvellement du parc plus faible), assurant à nouveau une croissance du parc en superficie (+ 0,05 %).

Le parc bâtiment Label et bio reste sur sa bonne dynamique : le taux net se maintient à 1,6 %, même si le renouvellement du parc est plus lent qu'en 2014 (constructions et rénovations en baisse, passant respectivement de 3,1 % à 2,6 % et de 1,5 % à 1,1 %).

En canard en revanche, les surfaces détruites en 2015 sont largement supérieures aux surfaces construites et le taux net s'établit à - 3,1 %. La contraction du parc canard à rôti a un effet limité sur les évolutions globales de par sa taille plus faible.

	Parc total	Parc "standard et certifié"	Parc "Label Rouge et bio"	Parc "canard à rôti"
1999	1,1%	0,2%	3,1%	2,8%
2000	-0,2%	-1,6%	2,9%	4,5%
2001	1,3%	0,0%	4,4%	0,7%
2002	-0,1%	-1,1%	2,2%	-0,3%
2003	-3,5%	-5,1%	0,4%	-3,9%
2004	-2,0%	-2,8%	-1,1%	-3,0%
2005	-2,1%	-2,3%	-1,3%	-3,7%
2006	-3,1%	-2,9%	-3,3%	-4,1%
2007	-2,0%	-2,5%	-1,1%	-2,8%
2008	-1,2%	-1,7%	-0,1%	-1,8%
2009	-0,5%	-0,5%	-0,4%	0,7%
2010	0,1%	-0,5%	1,0%	-1,1%
2011	0,7%	0,6%	1,2%	-1,2%
2012	0,8%	0,5%	1,2%	0,1%
2013	0,4%	0,3%	0,7%	-0,8%
2014	0,04%	-0,6%	1,6%	0,3%
2015	0,4%	0,0%	1,6%	-3,1%

Source : ITAVI, enquête bâtiments 2016 sur parc 2015

Tableau 1 : Évolution de la dynamique nette du parc entre 1999 et 2015

Le taux de rénovation (figure 2), bien qu'il soit très variable d'une année sur l'autre et entre régions, est globalement en progression depuis une petite dizaine d'années. Après le record de 2014 avec 11,5 %, le taux 2015 s'établit à 7,3 % (tous types de bâtiments confondus).

Les rénovations (supérieures à 15 € par mètre carré) sont prises en compte dans cette enquête depuis 2001. Les évolutions observées peuvent s'expliquer par différents facteurs : la confiance en l'avenir des producteurs (conjoncture), les aides publiques à l'investissement (Plan de Performance Énergétique, Plan de Modernisation des Bâtiments d'Élevage, etc.) dont les durées dans le temps sont limitées, ainsi que les éventuels programmes d'aide des groupements. Les pics de 2009, 2012 et 2014 sont certainement pour partie liés à l'ouverture ou à la clôture de programmes régionaux (Plan de Modernisation des Bâtiments d'Élevage, Contrat de Plan Etat région, Plan de Performance Énergétique, ...), au moins en Rhône-Alpes, Pays de la Loire et Bretagne. Les périodes où le taux de rénovation est faible peuvent s'expliquer en partie par une position attentiste des éleveurs et des industriels dans un contexte de marché incertain.

En s'intéressant de plus près aux types de bâtiments rénovés (figure 2 bis), on constate une nouvelle fois en 2015 que le taux de rénovation est largement supérieur pour le parc standard et certifié : entre 6 % et 13 % des bâtiments sont rénovés chaque année, alors que

seulement 1,5 % à 4 % des bâtiments Label Rouge et bio font l'objet de travaux de rénovation.

La figure 3 permet de mettre en valeur le lien existant entre le taux de construction et le taux de rénovation. Les deux indicateurs évoluent selon des dynamiques semblables depuis plus de 10 ans, et rendent en partie compte de la capacité d'investissement des éleveurs, capacité orientée vers de la rénovation ou de la construction selon le contexte sur l'exploitation. L'année 2015 témoigne de la bonne santé de la filière puisque les valeurs de construction (surtout) et de rénovation (dans une moindre mesure) sont bonnes. Le rapport entre les deux est proche de la moyenne.

Il est intéressant d'analyser les évolutions des taux de construction, destruction, rénovation, et en particulier du taux net au regard de la dynamique de la production de volaille française (toutes espèces confondues), représentée sur la figure 4. Les évolutions du taux net suivent en effet de manière fidèle les évolutions de la production : augmentation de la surface du parc jusqu'en 2001, peu après le pic de production de 1998, puis diminution de la surface pendant toute la période (2002-2009) où le niveau de production se rétracte (la production de viande de volaille -poulet, dinde, pintade et canard à rôti- a diminué de 21 % entre 2001 et 2009, en passant de 2,1 à 1,7 million de tonnes équivalent carcasse). La surface de parc augmente légèrement à partir de 2011, accompagnant un nouveau souffle au niveau de la production. L'année 2014 fait exception sur les cinq dernières années avec une légère contraction de la production, qui se traduit sur le terrain par une année de stabilisation du parc.

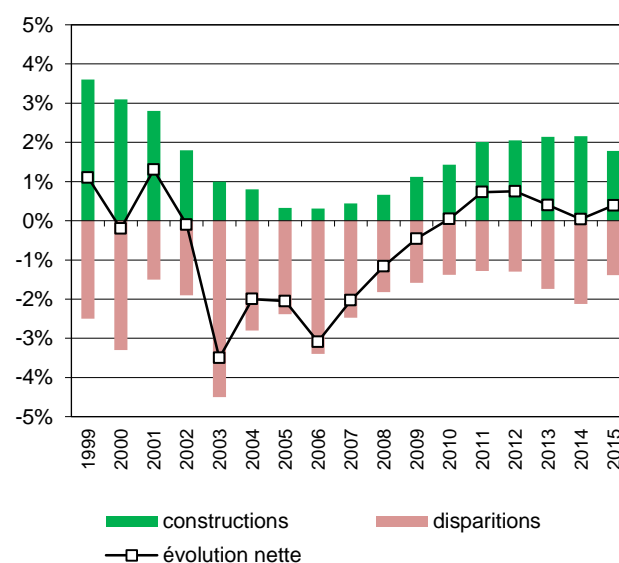


Figure 1 – Évolution des taux de construction et de disparition (tous types de bâtiments) entre 1999 et 2015

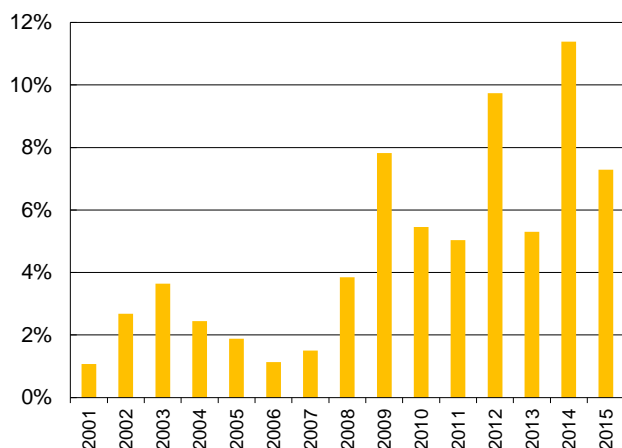


Figure 2 – Évolution des taux de rénovation (tous types de bâtiments) entre 2001 et 2015

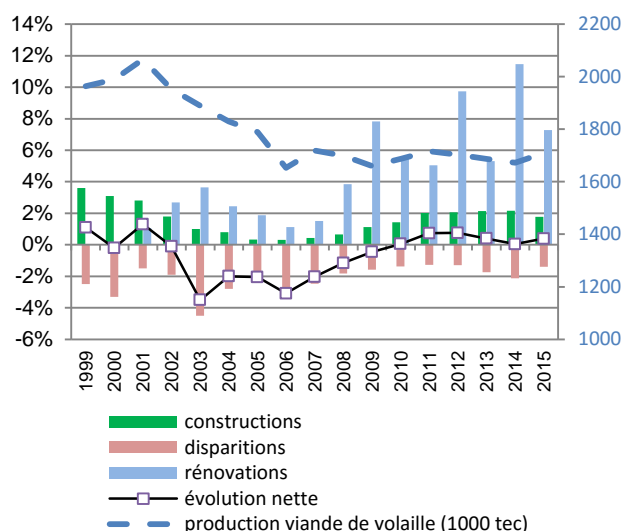


Figure 4 - Constructions, disparitions, rénovations et niveau de production de volaille française de 1999 à 2015

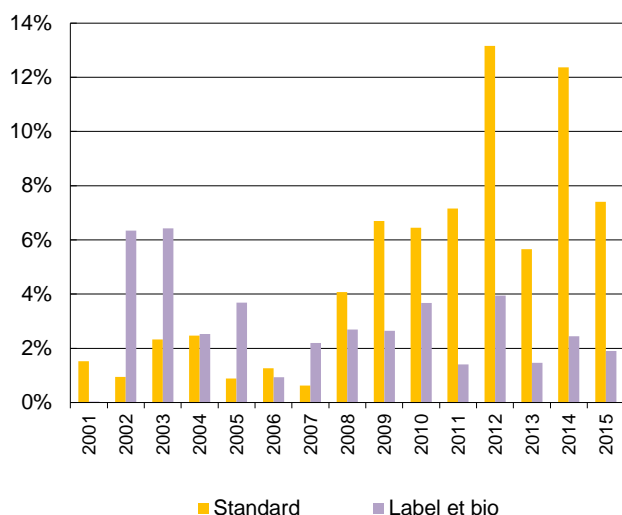


Figure 2bis – Évolution des taux de rénovation des bâtiments « standard et certifié » et « Label Rouge et bio » entre 2004 et 2015

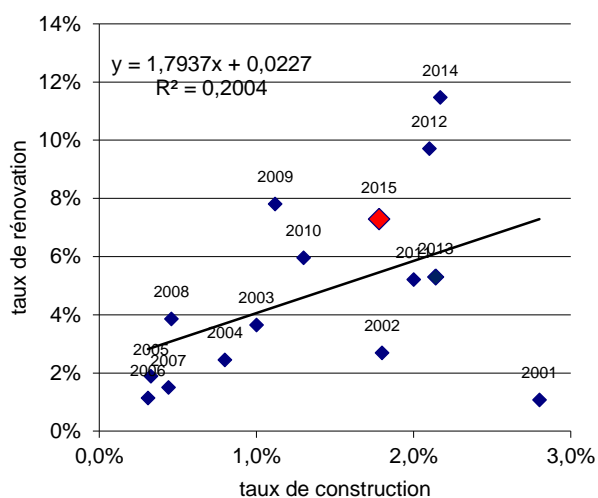


Figure 3 – Relation entre les taux de construction et de rénovation entre 2003 et 2015

2. Comparaison des dynamiques en fonction des types de bâtiment

On observe (cf. figure 5) des similitudes dans les évolutions de superficies des différents parcs de bâtiment entre 1999 à 2014. Les trois parcs observés dans cette enquête (« standard et certifié », « Label Rouge et bio », « canard à rôtir ») ont vu leurs taux de construction diminuer au début des années 2000 pour atteindre dans les trois cas moins de 1 %. Le parc de bâtiments Label Rouge et bio est celui qui a le moins pâti du manque de constructions au milieu de la décennie, en ne restant que deux ans (2005 et 2006) en dessous de 1 % de construction. Les taux de construction des parcs de bâtiments standard et certifié et canard à rôtir sont en revanche restés très bas pendant environ six ans à partir de 2003. Cela a eu pour conséquence une érosion rapide (avec des destructions supérieures aux constructions entraînant un taux net entre - 3 % et - 4 %) et prolongée, ainsi qu'un vieillissement, de ces parcs.

Le parc standard et certifié a été en contraction entre 1999 et 2011 (avec une année à l'équilibre en 2001). Il a ensuite gagné en superficie entre 2011 et 2013 avant d'en perdre ponctuellement en 2014, probablement en partie du fait de la réduction de l'activité export suite à la mise à zéro des restitutions à l'été 2013, et du dépôt de bilan de Doux en 2012 (le taux de disparition est particulièrement haut en 2014). En 2015, le taux de construction est resté frileux par rapport aux années précédentes, mais le taux de destruction revenu à la normale permet à nouveau un (timide) gain de surface.

Le parc Label Rouge et bio à l'inverse a connu « seulement » six années de taux net négatif entre 2004 et 2009, et il est en fort développement depuis, avec un taux net record de + 1,6 % en 2014, maintenu en 2015.

Le parc canard à rôtir quant à lui ne parvient pas à retrouver une dynamique positive : il est globalement en réduction de surface depuis 2002 avec toutefois quelques exceptions ponctuelles où le taux net parvient à repasser à des valeurs faibles mais positives. En 2015 les destructions (5,2 %) sont largement supérieures aux constructions (2,1 %) et le parc se réduit fortement (taux net de - 3,1 %). La rupture observée entre 2014 et 2015 interroge quant à la validité des données 2014 puisque le ressenti sur le terrain est que le rythme des cessations a été constant sur les dernières années. L'amélioration observée en 2014 est peut être due à un effet échantillon et doit être considérée avec prudence, car la tendance à la diminution des surfaces n'est pas nouvelle. Paradoxalement, le volume de production a été maintenu entre 2014 et 2015, en partie du fait de l'augmentation du rythme de rotation et peut être du fait de substitutions entre espèces dans les mises en place.

La figure 5 bis permet de constater que malgré des décalages et des amplitudes variables, les taux nets des trois parcs de bâtiments étudiés suivent à peu près la même tendance. Il est à noter que l'échantillon de bâtiments suivi en canard à rôtir est largement inférieur aux échantillons standard et certifié et Label Rouge et bio (307 000 m2 contre respectivement 5,3 et 2,7 millions de m2 en 2015), et que les évolutions de ce parc sont donc à considérer avec un peu plus de précautions : si le sens de l'évolution est cohérent avec la dynamique des autres types de bâtiments, l'ampleur de cette évolution peut être liée à un effet d'échantillon.

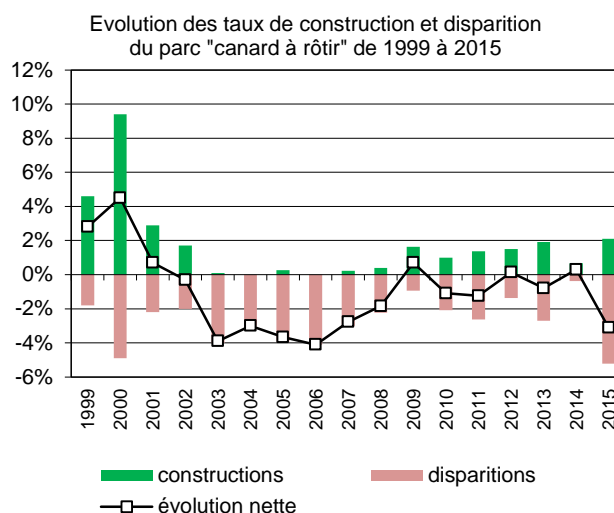
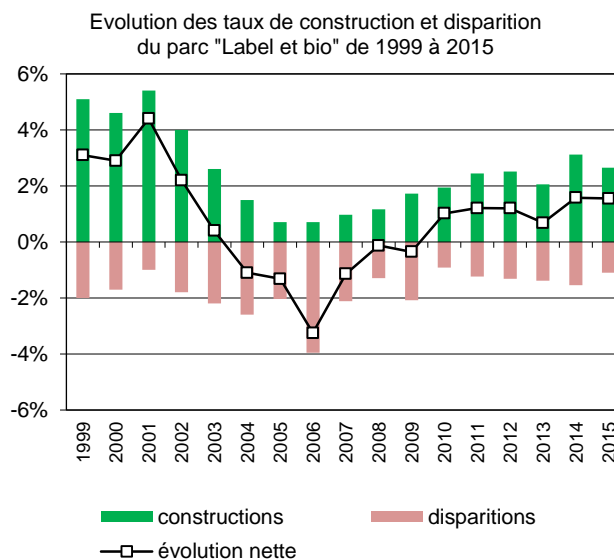
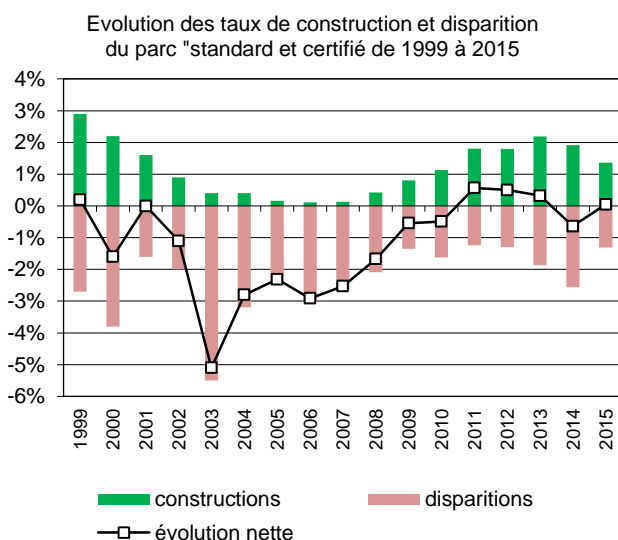


Figure 5 – Évolution des taux de construction et de disparition par type de bâtiment entre 1999 et 2015

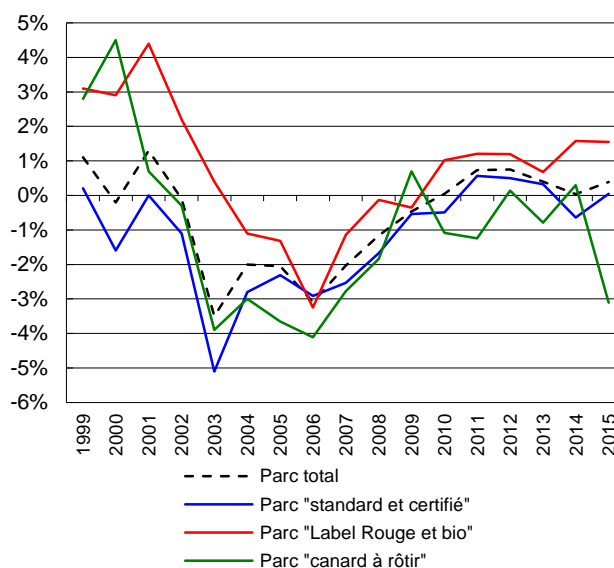


Figure 5 bis – Évolution comparée des taux nets d'évolution du parc par type de bâtiments entre 1999 et 2015

3. Bassins principaux : le parc s'agrandit en 2015 sauf en Bretagne

Le parc breton s'est fortement rétracté au début des années 2000, accompagnant une forte réduction des volumes d'abattage avec un taux net atteignant - 6,7 % en 2003. La situation s'est améliorée sur les dernières années, avec un taux net restant négatif mais dans des valeurs plus proches de zéro. Ainsi entre 2009 et 2012 les filières bretonnes ont perdu chaque année entre 0,3 % et 0,7 % de leurs superficies de production. 2013 a été une année exceptionnelle avec un léger agrandissement du parc (+ 0,2 %), avant de revenir en 2014 à un taux net de - 0,37 %. Depuis trois ans, les constructions sont plus dynamiques en LR & bio (entre 1,3 % et 1,8 % contre 0,7 % en moyenne en standard), mais la hausse des destructions en 2015 (1,4 % en LR & bio contre 1,0 % en standard et certifié, resté stable) fait passer le taux net du parc LR & bio en négatif, à - 0,2 %, au même niveau que celui du parc standard et certifié. En bref l'expansion observée en 2013 reste une exception, et la surface totale bretonne continue de s'éroder lentement. La nouveauté réside dans le fait que le parc LR & bio est lui aussi en légère contraction en 2015.

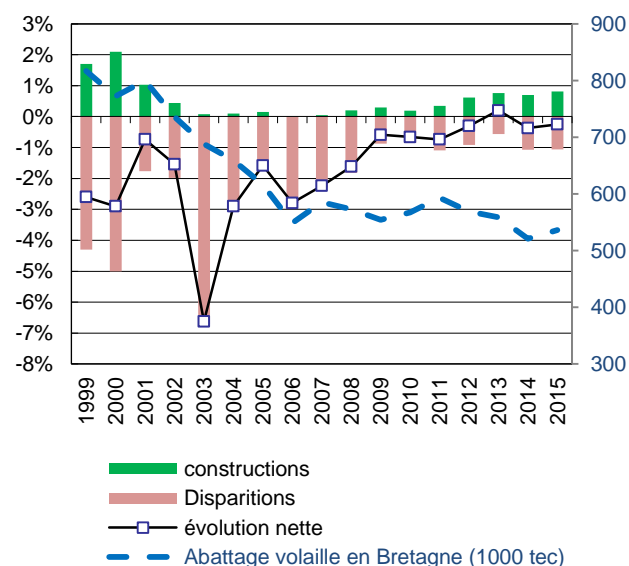
Le parc ligérien a connu sa plus importante régression en 2006 (concomitant avec le pic de l'épizootie influenza aviaire) avec une perte de 4,9 % de ses surfaces. La situation s'est depuis rapidement améliorée avec un regain en taille à partir de 2010 (+0,3 %), l'année 2015 marque un léger ralentissement de la croissance du parc avec seulement + 0,2 % (contre +0,52% en 2014). Pays de la Loire est la région dans laquelle on observe la dynamique positive la plus régulière depuis quelques années. En rentrant dans le détail des parcs, on constate que les constructions tournent entre 1 % et 3 % par an pour les parcs standard et certifié et Label Rouge et bio depuis 2009, avec une bonne année pour les deux parcs en 2014 avec 2,3 % (standard et certifié) et 2,8 % (Label Rouge et bio). Les pertes de superficie se situent pour le parc standard et certifié entre - 1 % et - 2 % avec une accélération ces trois dernières années marquée par un pic à - 3,1 % en 2014 (- 2,0 % en 2015), peut-être dû au contexte incertain pour l'activité export. En LR & bio les taux de destruction sont relativement stables entre - 0,5 % et - 1,0 %. Le parc canard à rôtir ligérien concentre la majeure partie de la capacité de production nationale, on retrouve donc la même tendance qu'au niveau global, à savoir que le parc se rétracte fortement en 2015 (- 3,7 %). Il est par ailleurs à craindre que cette morosité se

poursuive du fait des difficultés causées par la mise en place de l'arrêté biosécurité.

Le parc aquitain, influencée par la dynamique des filières Label Rouge, est celui pour lequel la perte nette de surfaces du milieu des années 2000 a été la plus courte, avec seulement 5 ans entre 2004 et 2008. Le taux net est variable depuis 2009, avec un passage dans le négatif en 2014 (- 0,3 %) avant de s'établir en 2015 à une valeur record (depuis 2001) de + 2,3 %. Les données sur l'Aquitaine sont à considérer avec prudence étant donné le faible nombre de répondants pour cette région. Les cabanes mobiles ne sont pas prises en compte.

En Poitou-Charentes, en 2011 et 2012 la quasi absence de destructions et les bons taux de construction ont permis au parc bâtiment de s'agrandir. Les destructions ont cependant repris, compensant les constructions en 2013 puis les dépassant en 2014, et tirant par conséquent le taux net dans le négatif : -0,4 %. En 2015 le total de surfaces détruit est plus faible, et les quelques constructions permettent au parc de rester stable (+ 0,1 %). Là encore les données sont à considérer en prenant en compte que les variations importantes sont pour partie dues à la taille de l'échantillon, relativement faible. L'analyse des données par type de parc nous permet d'avancer l'hypothèse de destructions assez importantes de bâtiments canard à rôtir. Sur le parc standard et certifié, le taux de construction 2015 (1,4 %) est supérieur au taux de destruction (0,1 %).

Evolution des taux de construction et disparition du parc breton de 1999 à 2015



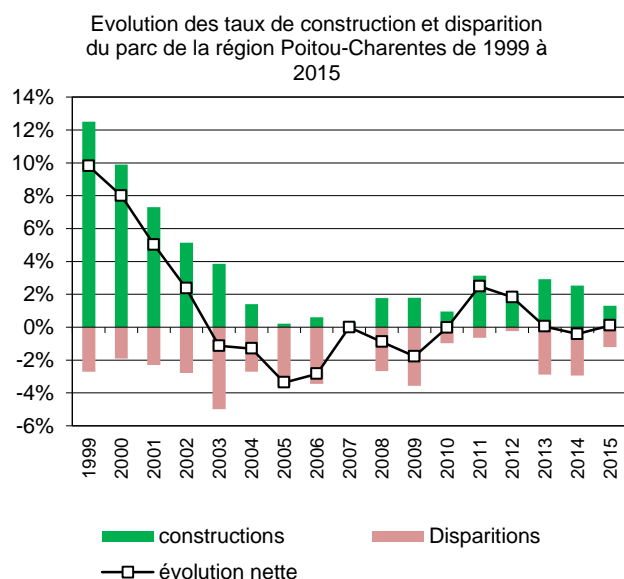
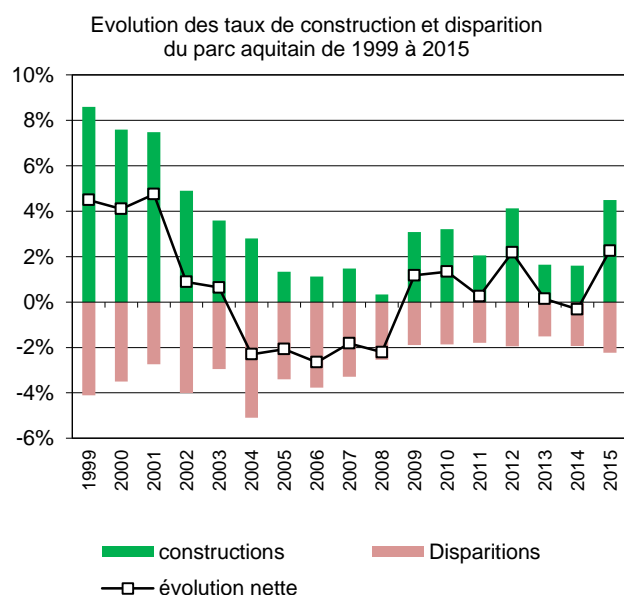
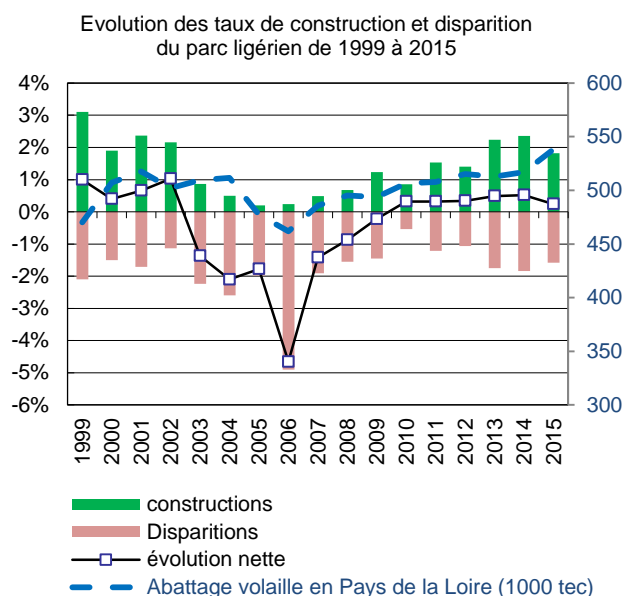


Figure 6 – Evolution des taux de construction et de disparition dans les principales régions entre 1999 et 2015

4. Des situations contrastées dans les bassins secondaires

Les régions secondaires traitées ici, sont par ordre d'importance (d'après les volumes d'abattage volaille 2014) les régions Bourgogne, Midi Pyrénées, Centre et Rhône-Alpes (voir figure 7). Les échantillons observés dans ces régions sont plus réduits que dans les bassins principaux ; ils reflètent une tendance, mais l'ampleur des variations doit être considérée avec précaution.

En Bourgogne, les constructions sont allées bon train en 2014 (4,8 %), à un niveau toutefois inférieur à ce qui a été observé en 2011 (7 %). Cela a permis au parc bourguignon de s'agrandir de plus de 2 % après une année 2013 de léger recul. En 2015, l'évolution nette reste largement positive avec +1,2 %. Dans le détail en 2015, le parc de bâtiments Label Rouge et bio continue de s'éroder, mais cela est largement compensé par un bon taux de construction en bâtiments standard et certifié.

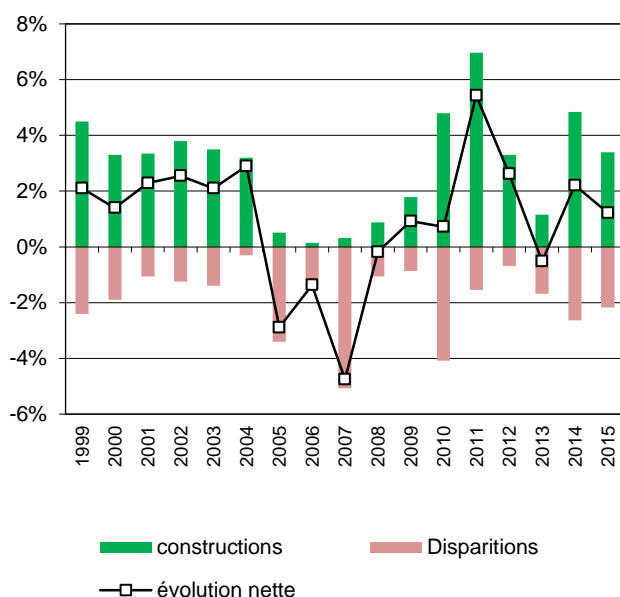
En Midi-Pyrénées, l'échantillon ne permet pas de publier des données pour les années 2013 et 2014. Le taux net était passé dans le positif positif en 2011, avec des constructions très dynamiques, avant de redevenir nul en 2012. En 2015 le parc s'agrandit (+ 2,1 %) grâce à des constructions dynamiques et peu de disparitions. Les bâtiments construits sont très majoritairement destinés à une production LR & bio, beaucoup plus importante dans la région que le standard et certifié.

En région Centre en revanche, après un sursaut en 2013 (taux net de + 1 %) la surface du parc s'était très fortement contractée en 2014, certainement en lien avec la fermeture d'outils d'abattage. En 2015 le taux de construction est bon (3,1 %) mais les surfaces détruites sont importantes (3,8 %) et le parc total continue à perdre en superficie (- 0,6 %). Le parc LR & bio se renouvelle rapidement mais perd en surface (6,3% du parc détruit et 4,1 % du parc construit cette année), et le parc de bâtiments standard et certifié est relativement stable (- 0,1%). La région Centre perd des capacités de production depuis 2002, avec une seule exception en 2013.

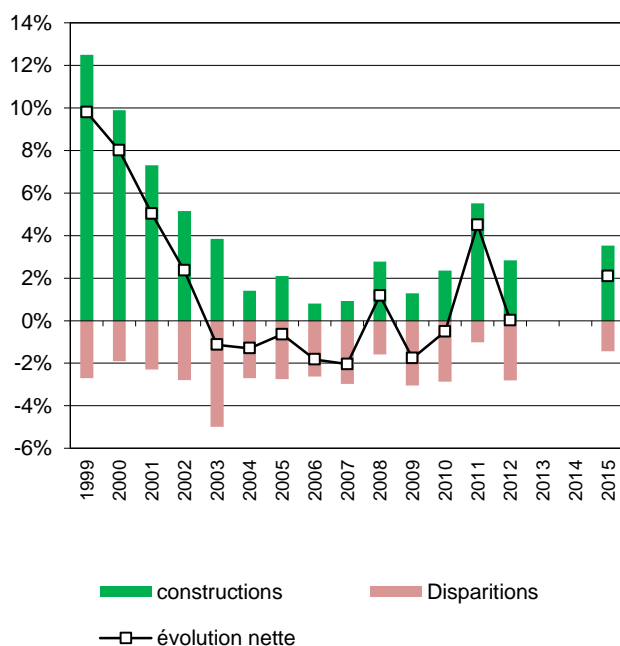
La région Rhône-Alpes a été la plus touchée, depuis 2000, par la réduction des surfaces de bâtiments avicoles (avec la région Centre). Après une décennie 2000-2010 difficile avec plusieurs années de perte nette supérieures à 2 % et un niveau record en 2003 à - 6,1 %, elle a connu une amélioration avec en particulier une année positive en 2012 (+ 2,0 % net), avant de voir son parc s'éroder à nouveau (- 0,4 % en 2013 et - 1,5 % en 2014). En 2015 les constructions s'envolent (5,9 % de nouvelles surfaces), emmenées surtout par des politiques

d'entreprise dynamiques en filière LR & bio (le succès des constructions de bâtiments LR & bio pourrait s'expliquer en partie par une motivation de revenu stable sur les exploitations laitières). Ces nouvelles constructions, combinées avec des destructions très faibles cette année, permettent au taux net d'atteindre la valeur record de 5,4 %.

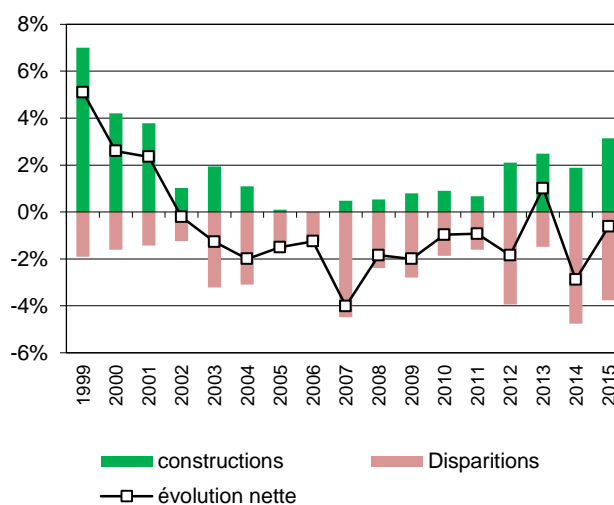
Evolution des taux de construction et disparition du parc bourguignon de 1999 à 2015



Evolution des taux de construction et disparition du parc de la région Midi-Pyrénées de 1999 à 2015



Evolution des taux de construction et disparition du parc de la région Centre de 1999 à 2015



Evolution des taux de construction et disparition du parc rhônalpin de 1999 à 2015

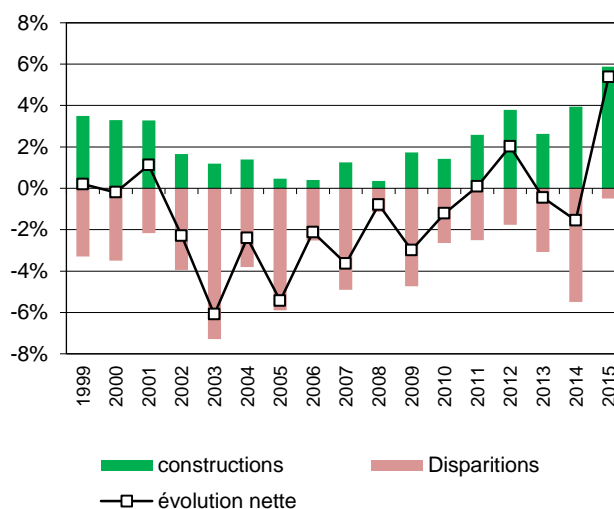


Figure 7 – Evolution des taux de construction et de disparition dans les bassins secondaires entre 1999 et 2015

Conclusion

Le Il est clair que l'on a assisté à un renouvellement accru du parc ces dernières années (surtout visible en 2013 et 2014), du fait d'une confiance retrouvée depuis 2010-2011. Ce renouvellement, qui s'accompagne d'un taux net positif et donc d'une croissance du parc, est particulièrement visible en Pays de la Loire ; ce qui est probablement pour partie du au transfert de surface depuis la Bretagne, ou le parc continue de s'éroder. Cela étant dit, l'année 2015 marque peut être un ralentissement de la dynamique dans le grand Ouest alors que certaines régions « secondaires » tirent leur épingle du jeu : c'est le cas de l'Aquitaine, de Midi-Pyrénées, ou de Rhône Alpes, fortement tirées par la bonne santé des filières LR & bio. Dans les bassins

secondaires de manière générale, les taux de constructions sont en 2015 plus importants que dans les bassins principaux : c'est un bon signe pour le renouvellement de l'outil de production, même quand la surface totale est en diminution (cas de la Région Centre, la seule à observer un recul en 2015 avec la Bretagne). Le bon niveau d'investissement peut également être constaté au travers des rénovations, toujours très dynamiques depuis la fin des années 2000.

Le parc standard et certifié pourrait se stabiliser (c'est le cas en 2015), après trois années de croissance et une

année 2014 de léger recul probablement liée à l'incertitude sur l'activité export. Le parc LR & bio ne connaît pas la crise et le confirme cette année encore avec pour la deuxième année consécutive un taux net record de + 1,6 %. A l'inverse, malheureusement, les bâtiments canard à rôtir continuent de disparaître ; la difficulté à installer des jeunes est probablement une explication, mais certainement pas la seule, et la mise en place de l'arrêté biosécurité pourrait venir aggraver ce phénomène.

Modalités de l'enquête

L'enquête sur le parc de bâtiments de production de volailles de chair, qui suit chaque année le même protocole, est réalisée auprès de tous les opérateurs de la filière volailles de chair qui assurent la gestion de plannings de production en France. Elle porte sur le parc français de bâtiments de volailles de chair en filière organisée à l'exclusion des élevages de palmipèdes gras (ateliers de gavage et de prêt à gaver) et des élevages de gibier.

La collecte des informations est réalisée au moyen d'un questionnaire adressé à chaque organisation de production. Ce questionnaire est relayé par les observatoires avicoles régionaux de l'ITAVI et par certains correspondants régionaux de l'ITAVI dans les associations avicoles ou autres organisations professionnelles.

Les informations demandées aux organisations de production portent sur :

- la superficie du parc de bâtiments au 31 décembre de l'année d'étude (31 décembre 2015 en l'occurrence)
- les nouvelles constructions réalisées en 2015
- les disparitions définitives de bâtiments en 2015
- les rénovations en 2015 (d'un coût supérieur à 15€/m²)

Dans le cas de sinistres intervenant sur des bâtiments (incendie par exemple), qui se traduisent par une reconstruction du bâtiment, les superficies sont comptées successivement en disparition, puis en reconstruction. En effet, le bâtiment reconstruit n'a pas nécessairement les mêmes caractéristiques que le bâtiment disparu (agrandissement par exemple), et sur un plan fonctionnel correspond aux performances d'un bâtiment neuf.

Pour tous ces éléments, les superficies doivent être distinguées par département et par type de bâtiments selon trois catégories suffisamment distinctes et peu interchangeable pour éviter les difficultés liées au changement de destination de bâtiments (« Standard et certifié », « Label Rouge et biologique », « Canard à rôtir »).

Méthodologie calculs

$$\text{Taux de construction (\%)} = \frac{\text{surface construite année N}}{\text{surface totale année N}}$$

$$\text{Taux de disparition (\%)} = \frac{\text{surface détruite année N}}{\text{surface totale année N}}$$

$$\text{Taux net (\%)} = \frac{\text{surface construites année N} - \text{surface détruite année N}}{\text{surface totale année N}}$$

Représentativité

Les régions Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Ile de France, Picardie, Limousin, Franche-Comté, Provence Alpes Côte d'Azur, Nord Pas de Calais et Lorraine représentent moins de 9% de la production et environ 2% de l'échantillon.

L'échantillon total 2015 représente 8,3 millions de mètres carrés (9,2 millions en 2014), soit environ la moitié de la capacité de production française de volailles de chair.

Région	Surface échantillon	Part de l'échantillon total	part de la région dans les abattages nationaux 2015
Pays de la Loire	3 189 161	38%	32%
Bretagne	2 476 511	30%	31%
Aquitaine	147 330	2%	7%
Poitou-Charentes	470 966	6%	6%
Bourgogne	320 447	4%	5%
Midi-Pyrénées	175 525	2%	4%
Centre	336 541	4%	3%
Rhône-Alpes	208 448	3%	3%
Auvergne	409 424	5%	-
Basse-Normandie	301 093	4%	-
Champagne-Ardenne	107 298	1%	-
Autres régions	196 542	2%	-
TOTAL	8 339 286	100%	100%

Les régions Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Ile de France, Picardie, Limousin, Franche-Comté, Provence Alpes Côte d'Azur, Nord Pas de Calais et Lorraine représentent moins de 9% de la production et environ 2% de l'échantillon.

L'échantillon total 2015 représente 8,3 millions de mètres carrés (9,2 millions en 2014), soit environ la moitié de la capacité de production française de volailles de chair.

Abstract

After a big decrease between 2003 and 2009, the french poultry house park for meat production is recovering since 2011 part of the lost surfaces, despite a year of stability in 2014 due to significant loss of poultry houses. In 2015, even if the building rate is for the first time in five years below 2,0 %, the net rate remains positive (+ 0,4 %) due to the reduction of the poultry houses shutdowns.

At a national scale, the healthy state recovered since 2011 is mostly due to the Label Rouge and Organic park, of which growth is confirmed at 1,6 % in 2015, and secondly to the standard and certified broiler park, with three good years in 2011, 2012 and 2013, a slight contraction in 2014, and a rebound in 2015 (+ 0,4 %). On the contrary the duck park has never reconnected with growth and this is especially noticeable in 2015 with a net rate of -3,1 %. Beside these national trends, each of the main producing regions has its own dynamics.